

Du spectre de la croissance à celui de la décroissance?

Robert Bourbeau

Volume 15, numéro 2, octobre 1986

La décroissance démographique et ses implications

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600592ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600592ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bourbeau, R. (1986). Du spectre de la croissance à celui de la décroissance? *Cahiers québécois de démographie*, 15(2), 161-165.
<https://doi.org/10.7202/600592ar>

Du spectre de la croissance à celui de la décroissance?

Robert BOURBEAU*

Ce n'est pas un hasard si ce numéro des *Cahiers québécois de démographie* est consacré au thème de la décroissance de la population et à ses implications. Ce sujet est au centre des préoccupations de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la population. Par un curieux retour des choses, après s'être inquiété de la trop forte croissance de la population (en particulier, durant les années soixante-dix avec des mouvements comme le Zero Population Growth), on est maintenant fort préoccupé par la stagnation, voire la décroissance possible de la population de plusieurs pays du monde occidental, dont le Canada et le Québec.

Cette préoccupation nouvelle face aux tendances actuelles de la fécondité n'est pas partagée de façon identique par tous. Certains sont plutôt alarmistes; on a l'impression que le monde occidental et le Québec en particulier vont non seulement continuer à vieillir à un rythme étonnant, mais qu'ils pourraient même disparaître d'ici quelques décennies si les tendances se maintiennent. De plus, ils voient la décroissance anticipée de la population comme un symptôme du déclin plus global d'une civilisation. Cette position est difficile à soutenir, car elle néglige une particularité fondamentale du changement démographique : il est habituellement lent à se produire.

D'autres tiennent un discours opposé en adoptant une attitude plutôt attentiste qui peut ressembler à de l'indifférence; puisqu'on ne peut prévoir de façon satisfaisante l'évolution des phénomènes démographiques (surtout en matière de fécondité) et donc celle de l'effectif de la population d'ici une trentaine ou une cinquantaine d'années, ils préfèrent laisser aller les choses. Si les tendances ne se renversent pas d'elles-mêmes mais se confirment, il sera toujours temps d'intervenir (collectivement) pour éviter la disparition. Cette position comporte des dangers dans la mesure où les ajustements sociaux et économiques nécessités par les changements démographiques seront très coûteux s'ils ne sont pas planifiés ou s'ils le sont mal.

* Département de démographie, Université de Montréal.

Entre ces deux positions extrêmes, il est possible d'adopter une attitude plus modérée. Sans être trop alarmiste ou trop attentiste, il s'agit de situer le problème dans sa juste perspective et de s'en préoccuper de façon scientifique en connaissant les limites des outils dont disposent les démographes pour prévoir l'effectif et la composition de la population et pour mesurer les conséquences des changements anticipés.

Les différentes contributions à ce numéro des Cahiers québécois de démographie s'inspirent davantage de cette dernière façon de situer le débat. Ces contributions servent à mieux définir le problème (de quelle décroissance parle-t-on ? comment la mesure-t-on ?), à lui donner une perspective (est-ce un problème de nombres ou de structure ?), à mettre en relation les solutions proposées (doit-on suggérer une politique familiale, une politique d'immigration ou une politique de population ?) et à examiner les différents scénarios de croissance ou de décroissance de la population du Québec ou du Canada pour faire ressortir la vraisemblance des solutions proposées (par exemple, pour continuer de croître - ou pour éviter la décroissance -, sommes-nous prêts à accueillir un nombre d'immigrants beaucoup plus élevé que celui que nous avons accueilli dans le passé ? pouvons-nous envisager que la population du Québec soit formée d'ici une centaine d'années de 20 à 30 % de personnes nées à l'étranger ?).

Les solutions proposées : le dilemme fécondité-immigration

Dans le contexte actuel, le renversement de la tendance à la décroissance pourrait se faire soit par une augmentation de la fécondité, soit par une hausse de l'immigration (et une baisse des sorties interprovinciales et internationales dans le cas spécifique du Québec), soit par une combinaison des deux premiers phénomènes.

Pour l'instant, peu de démographes se risquent à prévoir une remontée de la fécondité; il y a bien sûr les partisans de la théorie d'Easterlin (1978) qui croient que cet ajustement se fera spontanément puisque les générations actuelles moins nombreuses auront à subir moins de concurrence sur les divers marchés (dont le marché du travail) et que cet avantage relatif pourra encourager une hausse de la fécondité. Bien qu'intéressante, cette théorie reste à être prouvée. Il y a en fait peu de signe d'une telle reprise de la fécondité; cependant, il faut se rappeler que bien peu de démographes avaient prévu la chute rapide de la fécondité. La plupart s'entendent pour dire que nous aurons à vivre avec une fécondité inférieure au seuil de remplacement des générations. D'ailleurs, les prévisions démographiques les plus récentes utilisent des scénarios où l'indice synthétique de

fécondité varie de 1,1 à 1,9 enfants par femme. Il semble donc que le recours à l'immigration apparaisse comme une solution plus vraisemblable pour éviter ou retarder la décroissance.

Cependant, les solutions ne sont pas interchangeable, car elles n'ont pas le même impact social, économique et démographique. Ainsi, «remplacer les berceaux vides par des immigrants» pourrait effectivement retarder ou empêcher la décroissance de la population, mais le recours systématique à cette solution modifierait la composition de la population, avec des apports positifs (au plan économique, culturel) mais avec aussi des apports négatifs (perte d'identité culturelle, création de ghettos, racisme).

Les prévisions à l'épreuve des observations

Les premiers résultats du recensement de 1986 nous permettent de mettre à l'épreuve les prévisions les plus récentes de Statistique Canada (1985) et du Bureau de la Statistique du Québec (1985) concernant l'effectif total de la population du Québec.

Selon les données préliminaires, l'effectif de la population du Québec était de 6 478 190 au 3 juin 1986; l'effectif définitif devrait être un peu plus élevé, soit aux environs de 6 540 000 (redressement d'environ 1 % de la population préliminaire comme en 1981). Si on compare cet effectif à celui de la population recensée au 3 juin 1981 (6 438 400), on obtient un accroissement total d'environ 100 000 personnes durant la période de 5 ans.

Le taux annuel moyen d'accroissement total durant la période aurait été de 0,3 %, ce qui constitue un très faible taux d'accroissement total, surtout par comparaison à ceux qu'a connus le Québec depuis 1951 (tableau 1). Il est la moitié du taux d'accroissement total de la période 1976-1981. Si on le compare aux prévisions du Bureau de la statistique du Québec (1985) pour la période 1981-1986 (taux de 0,5 %), on aurait connu une croissance plus faible que celle qui était attendue.

Quant à l'effectif de la population, le scénario le plus pessimiste du BSQ (baisse de l'indice synthétique de fécondité de 1,45 en 1984 à 1,35 en 1986 et solde migratoire négatif de -10 000 par année) conduisait à un effectif prévu de 6 585 000 personnes au 1er juin 1986. On aurait donc déjà pris du retard sur le scénario le plus pessimiste qui entraînait une décroissance de la population à partir de l'an 2000. Si on prend comme repère la prévision la plus faible faite par Statistique Canada pour l'effectif de la population au 1er juin 1986 (6 622 000), le retard est encore plus important.

Tableau 1
Taux annuel moyen d'accroissement total (%),
Québec, périodes 1951-1956 à 1981-1986

Période	Taux d'accroissement (%) annuel moyen par période
1951-1956	2,7
1956-1961	2,6
1961-1966	1,9
1966-1971	0,8
1971-1976	0,7
1976-1981	0,6
1981-1986 (estimation)	0,3

Sources : Robitaille et Bourbeau (1982:152) et Statistique Canada (chiffres provisoires du recensement de 1986).

Il faut croire que les tendances migratoires défavorables pour le Québec (surtout sur le plan interprovincial) ne se sont pas modifiées aussi rapidement qu'on l'avait anticipé; s'il y a un changement, il est très récent ou il est à venir.

Le cas particulier du Québec

Dans le cas du Québec, le maintien d'une très faible fécondité et la possibilité d'une décroissance de sa population posent des interrogations sérieuses.

Tout d'abord, nous avons déjà souligné ailleurs que les fluctuations importantes des phénomènes démographiques qui entraînent des variations marquées dans le nombre des événements et des générations provoquent des «tensions» qui résultent en des coûts sociaux (Robitaille et Bourbeau, 1982). Ainsi, face à la baisse importante et rapide de la fécondité au Québec, nous nous interrogeons sur les liens entre la conjoncture démographique et la situation économique; nous avons évoqué l'existence de tensions démographiques (au sens de conflits entre générations) et suggéré une relation entre ces tensions et la crise économique du début des années quatre-vingt (en particulier, la situation difficile des jeunes de 15 à 24 ans). Nous en concluons que les changements brusques des phénomènes démographiques ne sont pas souhaitables puisqu'ils entraînent des problèmes pour certains sous-ensembles de la population; de même, il nous apparaissait inquiétant que la population du Québec cesse de croître, dans la mesure où pour un pays la possibilité d'accroître sa population constitue un capital (dans le sens de demeurer relativement jeune).

De façon plus spécifique, la décroissance anticipée de la population du Québec ferait en sorte que son poids démographique et politique au sein de l'ensemble canadien poursuive sa diminution; déjà, la plus faible croissance du Québec par rapport au reste du Canada a amorcé cette érosion du poids démographique du Québec dans l'ensemble du Canada.

Un autre aspect important à prendre en compte est l'importance démographique des francophones au Québec; le maintien d'une fécondité très faible et inférieure à celle des non-francophones (Tremblay et Bourbeau, 1985) conduirait à une diminution de leur poids démographique au Québec. Conjugée à une hausse du nombre d'immigrants ou d'entrants interprovinciaux qui s'intégreraient majoritairement à la minorité anglophone, cette situation aurait un impact encore plus marqué sur l'avenir des francophones au Québec. Cette analyse ne doit pas s'interpréter comme un appel au retour à une surfécondité francophone, ni comme une volonté de restreindre les entrées d'immigrants au Québec. Les tendances démographiques actuelles nous laissent croire que la société québécoise de l'an 2000 sera différente. Elle pourra être encore en croissance ou déjà en décroissance; elle sera davantage multi-ethnique, mais elle pourrait garder son caractère majoritairement francophone si on prend les mesures pour «retenir» les nouveaux immigrants au Québec et favoriser leur intégration à la majorité française.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 1985. L'avenir démographique du Québec. Québec, 219 pages.
- EASTERLIN, Richard A., 1978. «What Will 1984 Be Like? Socio-economic Implications of Recents Twists in Age Structure». Demography, 15, 4, 397-432.
- ROBITAILLE, Norbert et Robert BOURBEAU, 1982. «Tensions démographiques et crise économique». Critère, 34, 147-156.
- STATISTIQUE CANADA, 1985. Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, 1984-2006. Ottawa, Approvisionnements et Services, numéro au catalogue 91-520, 346 pages.
- TREMBLAY, Marc et Robert BOURBEAU, 1985. «La mortalité et la fécondité selon le groupe linguistique au Québec, 1976 et 1981». Cahiers québécois de démographie, 14, 1, 7-30.